



Loi travail et chiens de garde

De mémoire, il faut certainement remonter au siècle dernier pour constater une telle propagande des médias.

Les journalistes, les politiques et autres commentateurs politiques se font concurrence pour distiller le mensonge et leur parti pris. Ils le font avec aplomb, le sourire et l'assurance de ceux et celles qui sont du côté du pouvoir.

Ce sont les maîtres et donc les autres, nous, des ignorants qui ne comprennent rien et à qui, paternellement d'abord, on indique la direction à prendre et comme cela ne suffit pas, on utilise la matraque et le 49.3.

Droite, gauche ou extrême-droite, difficile de trouver à nos politiques ce qui les distingue. C'est pareil pour nos journalistes, avec quelques nuances, ils sont tous d'accord et surtout complices...A les entendre, il faut réformer la France et surtout libérer l'économie. Mais bien sûr, ils habillent leurs messages de bonnes intentions comme celle de lutter contre le chômage car ils ne diront pas que les mesures proposées sont celles voulues par le patronat ou les actionnaires. S'y opposer ou même demander des comptes sur le résultat de cette politique, c'est montrer un profil de privilégiés en CDI!

Notre mouvement social est donc une hérésie et appartiendrait au passé mais comme ces arguments ne parviennent pas à calmer nos esprits, nous voilà assimilés d'abord à des casseurs et finalement à des terroristes qui prennent la population en otage. On met en avant la violence des manifestants et on minimise celle de la police.

Pourtant chez les manifestants, les blessés sont nombreux et graves, l'un a perdu un œil, un autre est toujours dans le coma. Grâce aux portables, il existe de nombreuses preuves de la brutalité des forces de police prises en flagrant délit de tabassages très musclés ou de tirs tendus pourtant interdits. Nos journalistes ignorent-ils ces témoignages? Nos rédactions parisiennes et nationales préfèrent ne reprendre, sans critique, que ceux du ministère de l'intérieur. A les entendre on pourrait croire que Rennes, Nantes et Paris seraient à feu et à sang et livrés aux hordes barbares des ultragauches. Ce discours n'a rien d'innocent, c'est ce qu'on appelle de la

propagande, une arme pour décrédibiliser par la désinformation une résistance sociale favorablement perçue par la population.

Ainsi remettre en question des protections sociales devient une politique de réforme et par conséquent s'y opposer, c'est être égoïste. La précarité est une chance et être payé en dessous du SMIC, un privilège! L'utilisation du 49.3 une mesure démocratique. Chaque argument employé est finalement le contraire de son énoncé.

L'imposture n'a plus de limite, plus aucune pudeur, les syndicats sont conformistes enfin de compte et le patronat pourvoyeur de progrès sociale. Il faut à tout prix manipuler l'opinion publique, lui faire oublier que chaque avancée sociale a été arrachée au patronat dans la lutte. Interdire la grève, les manifestations... à grands coups de sujets décrédibilisant le mouvement social, de micros-trottoirs partiels, indignes d'une télévision publique. A Vanves on aime bien ça !

A chaque fois que le pouvoir se sent menacé dans sa légitimité, il n'hésite pas à recourir au mensonge. Ses laquais s'empresseront de le diffuser tout les jours à la télé. L'éteindre peut parfois être une mesure de salubrité!

De toute façon, quelles que soient les décisions du gouvernement et l'aboiement des chiens de garde, les salariés, les privés d'emploi, les jeunes et les retraités n'ont pas d'autres moyens de se faire entendre que le rapport de force et celui-ci passe naturellement par la grève et la rue. Aujourd'hui ne rien faire, rester spectateur, c'est le cas de beaucoup. Cette résignation sert le pouvoir et nous prépare assurément à des lendemains difficiles. A moins que...

Préparons les prochaines journées de mobilisation unitaires contre la loi travail du 23 et 28 juin.

Vanves, le 22 juin 2016